

LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 24

LE MARDI 6 FÉVRIER 2007

88c + TAXES = 1\$

Charest exaspère ses adversaires

Le flou autour des élections n'est plus acceptable, selon eux



Jean Charest

André Boisclair

Mario Dumont

Françoise David

Scott McKay

ANTOINE ROBITAILLE

Québec —Totalemaitre du jeu, Jean Charest a encore maintenu le suspense, hier, quant au déclenchement des élections. Mais la prérogative du premier ministre de choisir seul la date des élections, héritée du système britannique, exaspère comme jamais ses adversaires, surtout ceux des petits partis. Et ils réclament en chœur d'en finir avec cette mesure qu'ils estiment «archaïque». Comme l'ont fait récemment l'Ontario, la Colombie-Britannique et Terre-neuve.

L'annonce soudaine, dimanche, de l'annulation du congrès du PLQ, prévu pour la fin mars, et son remplacement par un «conseil général élargi» le 17 février, a stimulé les machines de toutes les formations politiques, qui se préparent désormais pour un scrutin le 26 mars ou le 2 avril. Mais le premier ministre, soufflant le chaud et le froid, s'est amusé hier à dire qu'il ne fallait pas sauter aux conclusions et qu'il pouvait encore étirer le plaisir en toute légitimité jusqu'en 2008. En après-midi hier, le site des nouvelles de Radio-Canada publiait un texte au titre éloquent «Le Sphinx Charest» et mettait en relief que le chef de

L'annonce soudaine, dimanche, de l'annulation du

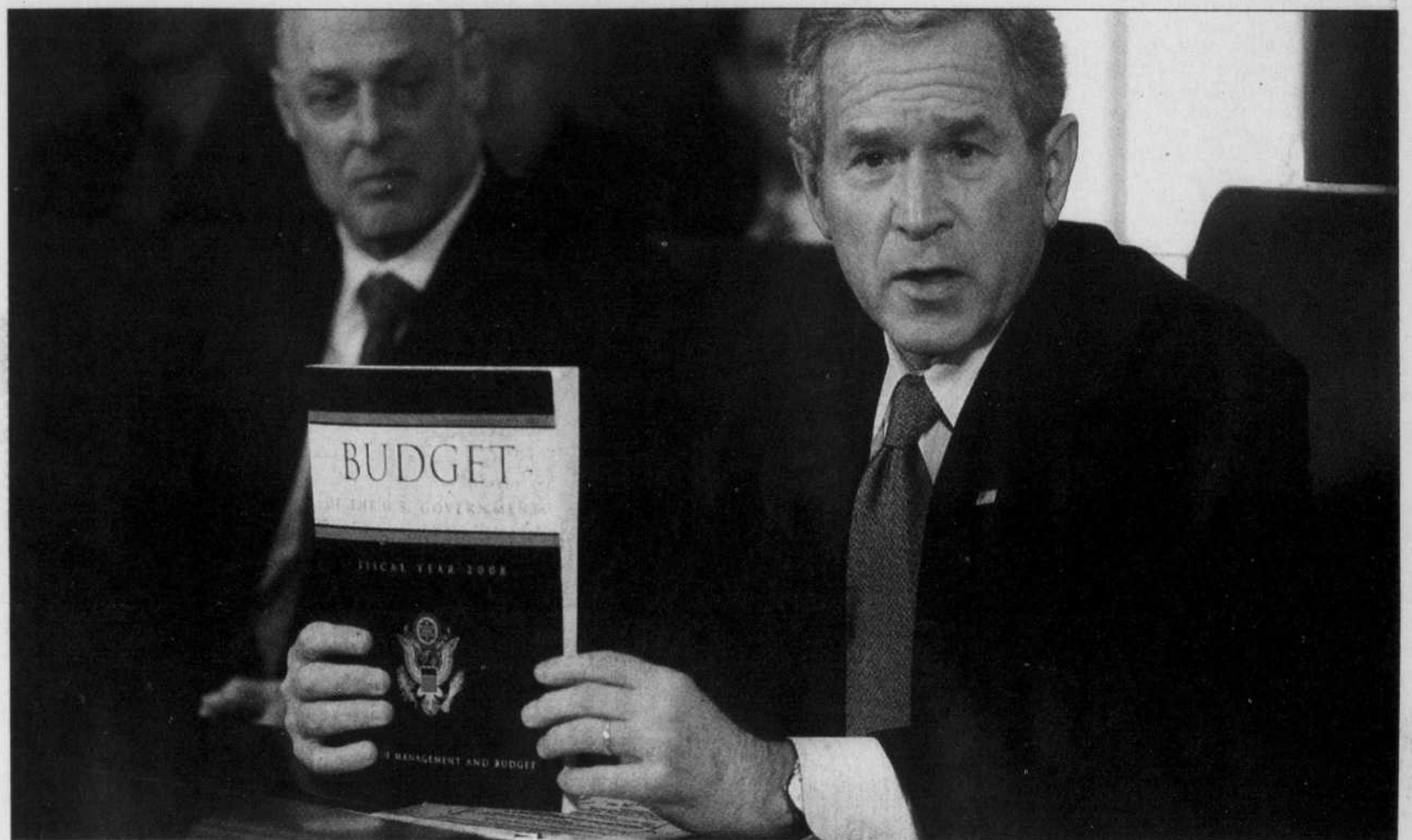
VOIR PAGE A 8: CHAREST

Budget américain: 715 milliards pour l'armée

Le nouveau projet de budget rendu public hier par le président américain George W. Bush fait la part belle aux militaires, puisqu'il propose de débloquer 715 milliards de dollars pour l'armée américaine d'ici à la fin 2008, avec une rallonge pour la guerre en Irak et en Afghanistan. Le tout se ferait aux dépens des programmes de santé et d'éducation. Le gouvernement fixe du même coup pour objectif de ramener les comptes à l'équilibre à l'horizon 2012, en limitant de façon draconienne la progression des dépenses hors défense.

Ce budget, qui se chiffre en tout à 2900 milliards de dollars, risque cependant de se heurter à l'opposition de certains parlementaires démocrates, déjà inquiets de la facture des opérations militaires à l'étranger. Avec les demandes présentées hier, la «guerre contre le terrorisme» aura en effet coûté quelque 661,9 milliards aux Etats-Unis, selon la Maison-Blanche. Une facture qui risque fort de s'alourdir. «Au fur et à mesure que l'activité sur le terrain évolue, le gouvernement pourrait ajuster les montants demandés», au moyen de collectifs budgétaires, souligne le document dévoilé hier.

VOIR PAGE A 8: BUDGET



Le président George Bush tenait un exemplaire du projet de budget pour l'année 2008 au cours d'une rencontre avec les membres de son cabinet, hier. Le projet comprend des dépenses de 2900 milliards, dont près du quart sera alloué à la défense.

De l'argent frais pour le cinéma québécois

Les dix millions d'aide au Fonds du long métrage deviennent récurrents

ODILE TREMBLAY

Le milieu du cinéma québécois respirait mieux hier matin, après l'annonce de la ministre de la Culture, Line Beauchamp. Elle vient de rendre récurrente l'aide ponctuelle de 10 millions de dollars octroyée à la SODEC pour la production de longs métrages québécois.

Cette aide avait été allouée l'automne dernier dans un moment de crise majeure, alors que de nombreux et intéressants projets québécois étaient refoulés au portillon du financement de Téléfilm Canada, sous un gouvernement conservateur peu sensible à la culture. Le provincial a pris le parti d'occuper davantage

VOIR PAGE A 8: CINÉMA

INDEX

7	78313 000651	8	
Annonces	B 5	Idées	A 7
Avis publics ..	B 4	Météo	B 5
Culture	B 8	Monde	A 5
Décès	B 5	Mots croisés ..	B 4
Économie	B 1	Sudoku	B 6
Éditorial	A 6	Télévision	B 7

Les ressources de la mer seront épuisées d'ici 50 ans, selon l'ONU

Un rapport souligne l'urgence d'augmenter le nombre de zones protégées

LOUIS-GILLES FRANCEUR

Un rapport publié hier par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) prévoit l'épuisement des principales réserves halieutiques utilisées pour la consommation humaine vers 2050, faute de véritable protection du patrimoine marin.

Le même problème pourrait aussi toucher les grandes forêts de la planète, de plus en plus menacées d'être rasées pour en faire des pâturages et des établissements humains, affirme le même rapport.

C'est l'absence de zones protégées, suffisamment nombreuses et suffisamment importantes, en mer comme en milieu terrestre, qui constitue le cœur du problème, souligne le rapport GEO 2007, dont vont discuter à Nairobi cette semaine les ministres de l'Environnement réunis dans le cadre de la 24^e session du PNUE et du Forum ministériel mondial sur l'environnement.

Selon le PNUE, «les scientifiques estiment qu'à moins que de nouvelles mesures de gestion ne soient adoptées, la demande croissante de fruits de mer et d'autres produits marins mènera à l'épuisement des réserves halieutiques d'ici à 2050».

De leur côté, les changements climatiques risquent d'aggraver la situation en augmentant l'acidité des océans et des mers, comme le précisait la semaine dernière le rapport du Groupe interministériel d'experts sur le climat (GIEC), mis au point à Paris.

VOIR PAGE A 8: MER



Un chalut rempli de poissons sur le morutier français Grande Hermine. Un rapport des Nations unies prévoit l'épuisement des stocks vers 2050 si le patrimoine marin n'est pas mieux protégé.



CHRISTIANE CHARETTE
9H Aujourd'hui
Rencontre avec la danseuse Louise Lecavalier.
Realisation: Bruno Guglielminetti



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE
www.radio-canada.ca/christiane

LES ACTUALITÉS

ENVIRONNEMENT

Les gouvernements adoptent des lois...
qu'ils ne font pas respecter

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Bien des apaches de la route, des narcotrafiquants ou des voleurs vont rêver qu'on leur applique les lois et règlements comme on le fait en environnement, selon le constat publié hier par la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'ALENA.

Cette commission confirme dans deux «dossiers factuels» que les gouvernements canadiens, autant fédéral qu'au niveau des provinces comme l'Ontario et le Québec en particulier, n'appliquent peu ou pas leurs lois environnementales et que leur tolérance atteint de tels sommets que les papetières et les exploitants forestiers peuvent en toute impunité contrevenir à la loi pendant des mois, voire des années en ne s'attirant, au pire, que des avis, reproches, notes, etc.

Sur des milliers de contraventions, la CCE a en effet recensé quelques taloches administratives, sous forme d'avis d'infraction et d'exigences techniques supplémentaires. Les gouvernements ont tous comme politique de se contenter d'obtenir des papetières qu'elles s'engagent, en cas d'infraction, à faire fonctionner leurs équipements antipollution, révèle le rapport. Pour ne pas avoir à sévir, les fonctionnaires ont établi des marges d'erreur qui leur permettent de considérer comme normaux des dépassements allant de 10 à 30 % de certaines normes. Et lorsqu'il y a un dépassement, comme les coupures de rejets toxiques sont examinés beaucoup plus tard par des contentieux généralement coupés du travail sur le terrain, il manque toujours quelque chose à la preuve. Résultat, les gouvernements abandonnent les poursuites et donnent des coups de mouchoir sous forme de nouveaux avis d'infraction.

C'est en 2001 que le Sierra Legal Defence Fund — au nom de cinq grands groupes environnementaux canadiens — a déposé une plainte auprès de la CCE

pour inobservance des lois dans le secteur des pâtes et papiers. L'affaire avait débuté un an plus tôt quand une enquête du *Devoir* avait dévoilé que Tembec avait fait l'objet de 24 avis d'infraction en 24 mois (1998-99) sans subir de poursuites, trois ans après l'entrée en vigueur du règlement québécois. Finalement, Québec s'est décidé à poursuivre la papetière après la plainte des groupes environnementaux qui le ciblaient pour son laxisme devant l'instance environnementale de l'ALENA. En novembre 2005, Tembec réglait une poursuite à l'amiable pour une amende d'un million, la plus importante amendé jamais imposée en vertu de la loi québécoise sur l'environnement. Mais c'est la seule papetière à avoir été ainsi ciblée, même si le rapport de la CCE démontre que plusieurs autres au Québec auraient mérité le même traitement.

Ce rapport de la CCE, disponible sur Internet, constitue une longue suite des attermoissements des ministères fédéraux et provinciaux, y compris du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, dans plusieurs dizaines de dossiers. Le simple exposé des faits par la CCE a été bien accueilli hier par les écologistes, même s'il ne contient aucune condamnation. Ils y ont vu la confirmation du régime d'impunité structurelle dont bénéficient les principales sources de pollution toxique des eaux canadiennes, un régime basé sur l'autoévaluation et l'inspection... à distance dans beaucoup de cas. Les groupes accusent aussi Ottawa de s'être réfugié au Québec derrière une entente dite d'harmonisation avec la province pour éviter de faire son travail d'inspection et d'application de la loi, un régime si inefficace que les groupes ne sont pas surpris de constater que le gouvernement Harper veut l'utiliser pour appliquer son controversé projet de loi sur l'air pur.

Le Devoir



ARCHIVES REUTERS

Offensive pour lutter
contre le suicideDes personnalités demandent à l'État
d'investir davantage contre le deuxième
problème de santé publique

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Après des années de bilans alarmants, l'Association québécoise de prévention du suicide (AQPS) est passée en mode attaque hier. Profitant du climat préélectoral, l'association a réclamé un plan national de lutte contre le suicide. Un message qui a été repris dans une lettre par un étonnant aréopage rassemblant des gens de divers horizons: du père de l'assurance maladie à la présidente de l'Ordre des psychologues en passant l'ancien premier ministre Bernard Landry, le juge Michael Sheehan, le syndicaliste Henri Massé, le président de la Fédération des cégeps et les chanteuses Ariane Moffatt et Marie-Annick Lépine.

D'ici minuit ce soir, quatre Québécois se seront enlevés la vie. La statistique est froide et clinique, mais elle n'en cache pas moins une grande détresse, a souligné Claude Castonguay. «Pour une société comme la nôtre, un taux de suicide aussi élevé, c'est vraiment un échec.» Hier, le père de l'assurance maladie et ancien ministre de la Santé a jugé qu'il était temps que le gouvernement prenne la juste mesure de ce problème de santé publique et qu'il en fasse une «vraie priorité».

C'est que le suicide reste une ombre importante au bulletin de santé des Québécois. Avec le cancer, le suicide est devenu le deuxième problème majeur de santé publique avec 1238 décès en 2005 contre 1163 en 2004. Il s'agit de la première cause de mortalité chez les hommes âgés de moins de 40 ans tandis que le tiers des décès chez les 15 à 19 ans est attribuable au suicide. Pire, le Québec est la province canadienne où le taux de suicide est le plus élevé. Un retard que seul un «investissement massif en corrélation avec l'ampleur du problème» pourra réussir à combler, croit le directeur général de l'AQPS, Louis Lemay.

Les moyens pour améliorer la prévention sont connus et à portée de main, rappelle l'association. Le hic, c'est que ces mêmes moyens sont sous-utilisés et mal connus. «On ne peut pas prévenir le suicide en intervenant une semaine avant. Le suicide est avant tout une condition physique, clinique, psychologique, qui nécessite des soins précis et un suivi serré qui manque au Québec», remarque la présidente de l'Ordre des psychologues, Rose-Marie Charest.

Pour la psychologue, il est clair que le Québec

ne fait pas assez pour prévenir le suicide. «Actuellement, on a deux manques: un manque de ressources, mais surtout un manque de communication. [...] En prévention du suicide, ce qu'il faut, c'est créer une chaîne. Une seule personne ne peut pas empêcher un suicide. Il faut créer des liens entre ceux qui aident la personne et ceux qui la soignent.»

Les Québécois doivent aussi apprendre à reconnaître l'existence de la maladie mentale dans leur quotidien, croit la chanteuse Ariane Moffatt. «La maladie mentale existe, il faut qu'on l'accepte et qu'on arrive à avoir assez d'ouverture et de lucidité pour faire le pas qui manque pour que l'empathie l'emporte.» Pas moins de 90 % des personnes suicidées souffraient d'un trouble mental avant de s'enlever la vie.

Au gouvernement, l'AQPS demande donc le développement immédiat de programmes qui tiennent compte du suivi et de l'aide aux personnes fragilisées. L'association aimerait aussi que les sentinelles formées pour reconnaître les signes de détresse dans les milieux fréquentés par les jeunes soient déployées dans d'autres milieux à risque, comme les centres de détention ou les résidences pour aînés. Elle aimerait aussi que sa ligne téléphonique (1 866 APPELLE) fasse l'objet d'une campagne plus soutenue.

Pour sa part, Rose-Marie Charest croit qu'il est grand temps de restreindre l'accès aux moyens de s'enlever la vie, un objectif qui partage les signataires de cette lettre. «Il faut tout faire pour empêcher les gens d'avoir accès aux moyens de mettre fin à leur vie. Le processus qui mène au suicide est long, mais le passage à l'acte peut être très rapide.»

A cet égard, la société québécoise a aussi un rôle à jouer, a estimé l'ancien premier ministre Bernard Landry, qui accompagnait son épouse Chantal Renaud, dont le fils, Patrice, s'est enlevé la vie. «C'est sûrement le rôle de l'État de s'occuper de ce problème. Mais c'est aussi à l'ensemble de la société civile de se mobiliser, c'est une question de solidarité et de fraternité», a dit l'ancien chef du Parti québécois. Chantal Renaud a invité tous les Québécois à prendre position: «Parce qu'il y a d'autres Patrice au Québec et je veux qu'ils vivent.»

Le Devoir

EN BREF

Discours important de Harper

Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper doit prononcer aujourd'hui un discours qui rappellera aux Canadiens les réalisations de son parti au cours de la dernière année au pouvoir et tracera la voie qu'il entend suivre d'ici aux prochaines élections générales. Certaines sources affirment que ses propos seront l'équivalent d'un «discours du Trône miniature», et qu'ils comprendront les grandes lignes des intentions gouvernementales dans des secteurs comme l'environnement et la réforme du Sénat. M. Harper a pris le pouvoir il y a exactement un an, en mettant en valeur cinq priorités, dont une réduction de la TPS et l'adoption de la Loi fédérale sur la responsabilité — des réussites qu'il entend mettre en lumière devant le Canadian Club. Mais les priorités auxquelles le gouvernement entend maintenant s'attacher n'ont pas encore été clairement énoncées par M. Harper, depuis ce premier discours du Trône il y a un an. Le discours de mardi devrait notamment traiter d'environnement, la question la plus chère au cœur du public et donc des politiciens. — PC

Darfour: Dallaire dénonce
le Canada et les États-Unis

Washington — Le général à la retraite Roméo Dallaire a dénoncé hier le Canada et les États-Unis pour l'échec de leurs efforts au Darfour, une région du Soudan où règne une guerre civile. Devant un sous-comité du Sénat américain, l'ancien militaire a expliqué que les deux pays n'avaient pas manifesté la volonté politique nécessaire pour sauver la population éprouvée. Selon lui, la raison en est simple: le Canada et les États-Unis ne sont pas intéressés. «Ils n'ont pas d'intérêts en jeu. Qui se soucie des gens du Darfour? Ils sont en Afrique subsaharienne. Ils sont comme les Rwandais.» Il a ajouté que les deux pays ne feraient que courir des risques de pertes de vies humaines «dans un pays qui ne compte pour rien, dans une région qui ne compte pour rien». Roméo Dallaire s'est fait connaître pour son rôle durant le génocide rwandais, en 1994. Le sénateur démocrate Dick Durbin l'a qualifié de «héros». Il a souhaité que les gens l'écoutent à propos de la crise du Darfour. — PC

Pourquoi investir
dans des
fonds étrangers?

Trouvez la réponse à cette question (et à une foule d'autres!) dans la nouvelle édition du livre *Les 100 meilleurs fonds*. De plus, découvrez:

- des conseils pour aiguiller vos décisions de placement
- les grands enjeux économiques de l'année
- 5 stratégies d'investissement à privilégier
- 3 grands joueurs à surveiller (la Chine, l'Inde et le Japon)
- le palmarès des 100 fonds communs de placement offrant le meilleur rapport risque-rendement



LES 100 MEILLEURS
FONDS 2007

Michel Marcoux
avec Alexandra Lebrun
234 p. • 27,95\$

En vente dans
toutes les bonnes librairies
Ou commandez vos exemplaires
au 1 866 800-2500
(sans frais) TPS et frais d'envoi en sus

Les Éditions
Transcontinental



Lettre à André Boisclair

<http://www.lafederationcanadienne.org>



Le
Cœur.
à la musique

POCHETTE CADEAU GRATUITE
Cette année, offrez-leur le meilleur!
À l'achat de tout disque d'un artiste québécois d'ici à la saint-valentin, l'ADISQ vous offre une jolie pochette cadeau.

gagnez des billets de spectacle
Inclus avec votre pochette: temps show, le calendrier des spectacles de musique et d'humour, au Québec, ce printemps. Courez la chance de gagner 10 paires de billets!

inscriptions sur adisq.com

Les disques participants: Archambault, Best Buy, Future Shop, HMV, les Librairies Renaud-Bray, Music World, Musigo, Wal-Mart, Zellers et plusieurs disques indépendants.

ADISQ
Quand on aime la musique pour vrai
LA COPIE, NON MERCI.

ACTUALITÉS

BUDGET

SUITE DE LA PAGE 1

Malgré les critiques, le président américain garde le cap en présentant un projet de budget largement axé sur «la guerre contre le terrorisme», pour laquelle il a demandé 235 milliards de dollars au total pour les deux années à venir. En incluant le budget des activités diplomatiques, l'enveloppe pour l'Irak et l'Afghanistan passerait à 245 milliards de dollars. «En tant que chef des armées, ma plus haute priorité est la sécurité du pays. Mon budget consacre des ressources importantes à la guerre contre le terrorisme et assure la protection de notre pays contre ceux qui voudraient nous faire du mal», a justifié M. Bush dans le document de présentation du budget.

Le président américain a par ailleurs réfuté hier que la diminution des dépenses pour la guerre en Irak inscrites dans ses propositions et ses projections budgétaires jusqu'en 2009 et au-delà révèle l'existence d'un calendrier de retrait. «On ne fixera pas de calendrier. Parce que nous ne voulons pas adresser de signal brouillé à l'ennemi, à une démocratie qui se bat ou à nos soldats», a assuré M. Bush à l'issue d'une réunion de son cabinet sur le projet de budget présenté le même jour.

Le projet de budget pour l'année fiscale 2008 (1^{er} octobre 2007-30 septembre 2008) prévoit aussi une hausse de 10,7 % du budget courant du Pentagone, à 481 milliards de dollars. Cette enveloppe financera en partie l'augmentation permanente des effectifs de l'armée américaine proposée fin 2006 par le président Bush. Car, au-delà de l'urgence de l'Irak, la Maison-Blanche a en effet inscrit au budget du Pentagone le financement de l'augmentation de la taille de l'armée, avec 92 000 soldats de plus pour l'armée de terre et le corps des marines au cours des cinq prochaines années. Les effectifs de l'armée de terre seront ainsi portés à 547 400 militaires en 2012 et ceux des marines à 202 000 en 2011.

Le budget du Pentagone finance aussi une augmentation des effectifs des forces spéciales jugées nécessaires dans les opérations de lutte contre le terrorisme. Quelque 3000 agents supplémentaires sont prévus pour 2008 et plus de 10 000 au cours des cinq prochaines années. «Nous sommes en guerre, et notre priorité est de nous assurer que nos troupes ont les ressources nécessaires», souligne le document.

Dans le cadre des menaces stratégiques, le développement d'un bouclier antimissiles reste une priorité, et le budget présenté par la Maison-Blanche prévoit 8,9 milliards de dollars pour poursuivre le développement de ce système, pour l'instant limité, destiné à protéger le territoire américain. Des missiles supplémentaires doivent également être déployés en 2008 en Alaska pour faire face à la menace nord-coréenne. Quelque 310 millions de dollars sont aussi prévus pour le déploiement d'un bouclier antimissile en Europe, où Washington veut déployer 10 intercepteurs de missiles en Pologne et un radar en République tchèque pour parer à une éventuelle attaque de la Corée du Nord ou de l'Iran.

Réduire le déficit

Le gouvernement fixe en outre pour objectif de ramener les comptes à l'équilibre à l'horizon 2012, en limitant considérablement la progression des dépenses — hors défense — et en étalant dans le temps la baisse très décriée des impôts, lancée par le gouvernement Bush. Dès l'année fiscale 2007, le déficit serait ramené à 244 milliards (contre 248 milliards l'année précédente), avant de tomber à 239 milliards en 2008. Pour parvenir à ce résultat, M. Bush compte maintenir la progression des dépenses non obligatoires, c'est-à-dire liées à la défense, sous la barre de 1 %. «Cela demande des choix difficiles», souligne la Maison-Blanche, qui opère des compressions claires dans les programmes jugés inefficaces.

Le budget prévoit entre autres choses de réaliser des économies dans les dépenses des caisses d'assurance publiques de santé et de retraite (Medicare, Medicaid, Social Security). Bush compte ainsi économiser 66 milliards de dollars en cinq ans sur le programme Medicare, l'assurance santé des personnes âgées, et 12 milliards de dollars sur Medicaid, destiné aux Américains les plus démunis. «Ma recette pour équilibrer le budget reflète les priorités de notre pays à ce moment de son histoire, à savoir protéger le territoire et lutter contre le terrorisme, préserver la vigueur de l'économie avec des impôts faibles et des dépenses toujours maîtrisées», a toutefois déclaré George W. Bush hier, par voie de communiqué.

Frictions avec les démocrates

Ces mesures risquent cependant de se heurter à l'opposition des démocrates, qui ont repris le contrôle du Congrès et promettent de ferrailer durement sur le vote du budget. «Le budget du président est plein de dettes et de subterfuges, déconnecté de la réalité, et il continue d'entraîner l'Amérique dans la mauvaise direction», a déclaré le président de la commission budgétaire du Sénat, Kent Conrad, élu démocrate du Dakota du nord. Cette administration a le pire bilan budgétaire de l'histoire, et ce budget ne change aucunement la donne.

A titre d'exemple, si l'on exclut le coût des opérations militaires extérieures, le budget de la défense, selon le projet Bush, sera supérieur de 62 % à ce qu'il était en 2001. Les nouvelles demandes promettent ainsi d'augmenter les frictions entre le président républicain et les démocrates. Ces derniers dénoncent sans relâche la politique en Irak et sont déjà majoritairement opposés au projet de M. Bush d'envoyer 21 500 hommes supplémentaires sur le terrain.

«Nous sommes en train d'appliquer ce plan. Nous aimerions le faire le plus vite possible», a toutefois dit M. Bush hier, à l'occasion d'une réunion de son cabinet sur le projet de budget pour 2008, axé sur la guerre en Irak. «Le succès de ce plan dépendra de la capacité et de la volonté des Irakiens de faire le travail difficile, et nous entendons les aider à faire ce travail», a-t-il ajouté. Le fameux plan est attendu avec impatience par les autorités irakiennes. «Le fait que des responsables du gouvernement disent à présent qu'il est temps d'appliquer ce plan est un bon signe», a d'ailleurs déclaré le président américain.

La publication du projet de budget donne donc le coup d'envoi de plusieurs semaines d'auditions à Capitol Hill, où les parlementaires vont tenter à leur tour de produire leur propre projet budgétaire d'ici au printemps. «Le président [Bush] joue un jeu politique cynique», s'est insurgée Karen Davenport, du Center for American Progress. «S'il veut des négociations franches avec le Congrès, il ne devrait pas commencer par menacer la couverture santé des familles les plus vulnérables», a-t-elle ajouté.

Le Devoir

Avec l'AFP, Le Monde et Reuters

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

gouvernement «multipliait avec un plaisir évident les commentaires énigmatiques sur la tenue éventuelle d'élections générales». Au Parti libéral même, la directrice des communications, Isabelle Melançon, ne cachait pas sa satisfaction de voir son parti contrôler la donne, hier. «Une chose est sûre, on ne s'auto-surprendra pas, parce que c'est nous qui pouvons déclencher! Quand je reçois des appels où l'on me demande: "quel est votre niveau de préparation?", c'est ça que je réponds».

Au Parti québécois, dont les anciens chefs ne se sont jamais privés d'exercer cette prérogative — en 1981, 1985, 1998 et 2003 — on estimait «tout de même», hier, que M. Charest en faisait trop et usait avec excès de la stratégie des «pistes contradictoires pour déjouer l'adversaire ou le prendre de vitesse», a-t-on soutenu dans l'entourage du chef, André Boisclair. D'ailleurs, le PQ promet dans son programme adopté en 2005 «d'instaurer des mandats gouvernementaux d'une durée fixe de quatre ans».

A l'ADQ, à Québec solidaire et au Parti vert, les critiques furent plus virulentes encore, hier. Le chef de cabinet de Mario Dumont, Jean-Nicolas Gagné, condamnait ce «petit manège archaïque qu'aucune nouvelle démocratie ne tolérerait». En 2004, le chef adéquate d'ailleurs établi en chambre un projet de loi privé qui aurait déposé «une date fixe pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale à la suite d'une élection générale tenue tous les quatre ans». Ce projet de loi (n° 191), toujours au feuillet, mais «qui ne sera jamais adopté, évidemment», note M. Gagné, prévoyait d'ailleurs que la date du prochain scrutin serait le 16 avril 2007.

Porte-parole de Québec solidaire, Françoise David disait hier trouver insupportable et anti-démocratique cette espèce de «période mouvante» où le premier ministre hésite. Surtout pour les petits partis comme QS, puisque cela multiplie les «tracasseries pratico-pratiques». Par exemple, QS prévoyait tenir un conseil national pendant la troisième semaine de

mars afin de discuter de la «plateforme chiffrée». Mais, depuis hier, la direction de QS hésite et annule probablement ce rendez-vous: «On est en réflexion là-dessus». La politicienne souligne que, lorsqu'elle était en dehors du jeu politique, tout cela ne lui était pas apparu aussi clairement. «Mais là, est-ce qu'on annule les réservations de salle, que peut-on prévoir clairement?» Selon elle, les partis d'opposition ne sont pas les seuls à en pâtir. Les mouvements sociaux, les groupes, l'administration publique, tous les autres acteurs de l'État et de la démocratie sont, pendant six ou sept mois, tétanisés, en attente «car plus rien ne se passe, plus personne n'ose bouger». Avec des élections à date fixe, un changement que QS réclame lui aussi dans sa plateforme, «il y aurait peut-être un mois ou deux de "no man's land" de ce type-là, mais pas plus!». Au Parti vert, on abondait dans ce sens hier, Hervé Jodoin, l'attaché de presse du chef, Scott McKay, condamnant au nom de la formation «le caractère anti-démocratique et dépassé de la prérogative du premier ministre».

Trois provinces ont opté pour les élections à date fixe ces dernières années: la Colombie-Britannique, l'Ontario et Terre-Neuve. En mai 2006, le leader conservateur à Ottawa, Rob Nicholson, a présenté un projet de loi fixant la date des élections fédérales tous les quatre ans. Si ce projet de loi était adopté, le prochain scrutin aurait lieu le lundi 19 octobre 2009. Par la suite, les élections se tiendraient «le troisième lundi d'octobre de la quatrième année civile suivant la dernière élection». «La tenue d'élections à date fixe améliorerait l'équité du système électoral du Canada en éliminant la possibilité pour les partis au pouvoir de manipuler le calendrier électoral pour servir des intérêts partisans», avait déclaré le ministre Nicholson.

«Nous sommes prêts»

Malgré tout, les partis prétendent pouvoir «être prêts» pour faire face à une campagne électorale hâtive au Québec. Mais le niveau de préparation varie d'une formation à l'autre.

Le Parti libéral, avec un trésor de campagne de quelque huit millions de dollars, est la formation la plus en phase avec son slogan de 2003, «nous sommes

prêts». À la fin de la semaine, le PLQ devrait avoir choisi une centaine de ses candidats. Comme le Parti québécois, le PLQ a 94 assemblées d'investiture «faites ou appelées». Mais à la différence du PQ, le parti de Jean Charest a très peu de députés qui quittent la vie politique. Sur 72 circonscriptions libérales «avec députés», 54 assemblées d'investiture sont «appelées». Les prochains jours seront consacrés à la préparation du conseil général élargi qui se tiendra à Québec au centre des congrès le 17 février. Pour déplacer l'événement initialement prévu à la fin mars, il n'en a pas coûté très cher au PLQ, a indiqué son président, Marc-André Blanchard, dimanche. Le contrat signé entre le parti et le Centre des congrès prévoyait un tel déplacement de l'événement, a-t-il indiqué.

Au Parti québécois, 50 candidats sont choisis et, au total, 95 assemblées d'investiture ont été «appelées ou complétées». D'ici au 28 février, 75 devraient être «complétées», a certifié la machine péquiste, hier. À l'ADQ, on s'est fait plus vague, indiquant seulement qu'une «soixantaine» de candidats avaient été choisis et qu'il en restait une «soixantaine» à choisir. L'ADQ, endettée, admet que son budget sera beaucoup moins important qu'en 2003, où elle avait dépensé près de 5 millions.

À Québec solidaire, on indique que 24 candidats ont été désignés et que 35 assemblées d'investiture se tiendront d'ici 15 jours. «À la fin février, on s'approchera de l'objectif d'en avoir partout. En tout cas, on fait l'impossible», lance Mme David. Au Parti vert, seuls deux candidats ont été consacrés jusqu'à maintenant, mais on soutient que 75 % des candidats ont été «repérés».

À Ottawa, les rumeurs d'élections hâtives au Québec ont fait réagir les différents acteurs. Le chef bloquiste Gilles Duceppe s'est surpris que le premier ministre du Québec ne fasse plus du dépôt du budget fédéral une condition sine qua non pour aller en élection: «Il serait prêt à aller en élection avant le budget. C'est plutôt bizarre, ça, parce qu'un des arguments, il est important, c'est de dire comment faire un budget à Québec sans connaître le budget fédéral. Est-ce qu'il a eu des informations d'intérieurs?», s'est-il questionné.

Le Devoir

CINÉMA

SUITE DE LA PAGE 1

d'espace dans le champ de la production cinématographique, compensant, pour ainsi dire, le manque à gagner.

Cette enveloppe de 10 millions fait passer de 14 millions à 24 millions le fonds de la SODEC alloué à la production. La ministre Beauchamp estime pouvoir ainsi appuyer la production annuelle de 26 longs métrages, dont une vingtaine en langue française. Elle espère générer des retombées annuelles de 77 millions, signer 2600 contrats de travail et créer 4000 emplois indirects.

Cette annonce tombait bien sûr à pic à l'heure où plane une forte rumeur d'élections au Québec. Plus tôt dans la matinée, le premier ministre Jean Charest était d'ailleurs venu aux côtés de la ministre Beauchamp rencontrer des représentants du milieu du cinéma et les assurer de son soutien. Les producteurs Roger Frappier et Denise Robert y participaient notamment. Ils applaudissent à l'injection des fonds québécois et conviennent que c'est le fédéral qui cause problème.

«Nous parlons d'une seule voix», déclare la ministre, en estimant avoir désormais une force d'argument pour infléchir les positions d'Ottawa.

Line Beauchamp se défend d'avoir des visées électoralistes. «En 2003, nous avions déjà annoncé un plan cinéma bien accueilli. L'automne dernier, nous avons augmenté les fonds en situation de crise. Nous voulons avant tout que notre cinéma joue sa carte culturelle, en stabilisant dans un premier temps son financement.»

La rencontre se doublait hier de la publication du rapport de François Macerola Pistes d'action / Vers un nouveau modèle d'affaires pour le milieu du cinéma québécois. François Macerola, qui fut notamment à la tête de Téléfilm Canada, avait reçu du Québec mandat, l'automne dernier, de proposer un nou-

veau modèle de financement du cinéma québécois.

En écho à ses recommandations, deux groupes de travail sont mis sur pied. Le premier, coprésidé par Pierre Leblanc et Daniel Cloutier, se penchera sur la mise en œuvre d'un fonds d'investissement privé en cinéma, en visant une capitalisation de 50 millions de dollars. Distributeurs, propriétaires de salles, milieu financier, secteur bancaire, etc., seraient bientôt sollicités en ce sens.

Le second groupe de travail, sous la double présidence de François Macerola et Michèle Fortin, visera l'accroissement des contributions canadiennes et internationales au financement du cinéma québécois.

François Macerola précise qu'il s'agit bel et bien d'un nouveau modèle à mettre en place avec le fédéral.

Par ailleurs, il lui faudra intensifier les ententes de coproduction avec des pays d'Europe, en les convaincant qu'il est aussi rentable d'investir au Québec qu'à l'intérieur de l'Union Européenne.

Les rapports sont attendus à l'été 2007, ce qui, en cas d'élections d'ici là, ne devrait pas changer la bonne marche de ces rapports après coup, de l'avis de la ministre, puisqu'ils suivent un circuit non politique. Elle entend par ailleurs, on s'en doute, remporter avec son parti d'éventuelles élections.

Ces groupes de travail se sont donné des missions pour le moins difficiles. L'une d'elles, et non la moindre, est celle de convaincre le gouvernement conservateur, dont la ministre du Patrimoine particulièrement inerte, Bev Oda, d'injecter des fonds supplémentaires dans la production de longs métrages en langue française (ce qui fut refusé cette année) et de privilégier le financement du cinéma francophone sur sa contrepartie anglophone.

François Macerola espère amener Téléfilm à modifier les proportions d'investissements. Par tradition, à l'institution fédérale, un tiers des fonds de production vont aux longs métrages francophones et deux tiers aux anglophones. Il aimerait qu'un tiers appuie la production francophone, un tiers les œuvres anglophones et que le troisième tiers soit accordé aux films à succès (enveloppes à la performance). Comme les

seuls vrais succès au guichet sont pour l'heure *made in Québec*, les Canadiens anglais risquent de protester, en voyant une part du gâteau leur échapper au profit du Québec, plus performant. «Le Canada anglais doit comprendre qu'il a besoin du Québec, dans cette affaire», affirme François Macerola.

Autre défi de taille: convaincre le milieu des affaires d'investir dans le cinéma québécois (pour nourrir le fameux fonds privé). Or à part quelques rares exceptions à la *Bon Cop, Bad Cop*, le cinéma n'est pas un secteur rentable, et le milieu des affaires s'est montré jusqu'ici peu enclin à y investir. Mettre à contribution, par exemple, les exploitants de salles, réfractaires depuis toujours à d'éventuelles taxes à la billetterie versées dans la production de films, n'est pas non plus gagné d'avance.

François Macerola dit avoir bon espoir de mener sa mission à terme, étant donné que tous ont intérêt à pousser à la roue du cinéma québécois. Les performances de nos films permettent au septième art canadien dans son ensemble d'occuper 5 % du marché intérieur.

En 2005, le cinéma québécois avait atteint 18,1 % de recettes au guichet, mais 2006, un mauvais cru, faisait baisser sa moyenne à 11,8 %. Le Canada anglais engrange de son côté, bon an mal an, des recettes qui oscillent autour de 1 %. D'où l'importance des succès québécois pour hausser les pourcentages maison.

Si le milieu cinématographique appuyait l'annonce de la ministre Beauchamp, l'opposition grondait hier. «Il s'agit d'une annonce clairement électoraliste», affirmait hier Daniel Turp, porte-parole de l'opposition officielle en matière de culture. Il estime par ailleurs que la ministre Beauchamp n'a pas su reconnaître que c'est l'incapacité de Téléfilm Canada qui a conduit à la crise. Un silence à son avis gênant. Pierre Curzi, désormais candidat du PQ dans Borduas, a renchéri: «La ministre Beauchamp a opté pour la stratégie du repli et a refusé de se tenir debout devant Ottawa.»

Le Devoir

MER

SUITE DE LA PAGE 1

Le réchauffement des mers a aussi pour conséquence de blanchir, et de stériliser par le fait même, les grands récifs de coraux dans le monde, des milieux particulièrement propices à l'éclosion d'abondantes populations de poissons.

Pour les quelque 80 chercheurs et experts qui ont préparé l'*Annuaire 2007 sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO Year Book 2007)*, la seule façon d'arrêter l'épuisement des ressources halieutiques des mers consiste à y créer des zones protégées contre toute forme d'exploitation. Ces aires protégées, si elles sont suffisamment nombreuses et vastes pour y maintenir la dynamique des systèmes écologiques marins, vont alimenter de façon durable les zones de pêche voisines, une façon, si l'on peut dire, de récolter les intérêts sans toucher au capital. Et moins dangereuse que l'aquaculture, source de pollution et d'affaiblissement du capital génétique.

Au Sommet de Johannesburg, en 2002, les gouvernements de la planète s'étaient mis d'accord pour mettre en place d'ici à 2012 un réseau international de réserves marines pour protéger la capacité des mers de fournir aux humains durablement une part substantielle de leur alimentation.

Mais au rythme actuel de création de ces réserves, affirme l'*Annuaire 2007*, l'objectif minimal de préservation ciblé en 2002 ne sera atteint qu'en 2085, soit 30 ans après l'effondrement prévisible des stocks de poissons à valeur commerciale.

Pour l'instant, les aires marines protégées ne représentent que 0,6 % de la surface des mers. On constate pourtant dans ces zones que les espèces ont un taux de croissance d'environ 20 %, ce qui explique la productivité des pêches commerciales que l'on y pratique tout autour. Le problème, c'est que ces zones de pêches proté-

gées ne sont pas assez nombreuses pour atténuer le rythme d'exploitation qu'engendre la mondialisation des marchés.

Mondialisation

Qu'il s'agisse d'exploitation forestière ou de zones marines, la mondialisation des marchés a eu dans ces deux secteurs pour effet d'augmenter considérablement la pression que subissent ces écosystèmes: c'est pourquoi les ministres de l'Environnement réunis à Nairobi ont aussi inscrit la mondialisation à leur ordre du jour afin de trouver des formules pour la civiliser en quelque sorte.

Pour Achim Steiner, secrétaire général et directeur exécutif du PNUE, «la mondialisation est une des questions primordiales de notre temps. Le degré de richesse générée est sans précédent et permet à des millions de personnes de sortir de la pauvreté. Mais un grand point d'interrogation plane au-dessus de l'avenir de la mondialisation, soit sa viabilité pour les générations actuelles et à venir».

L'élévation des niveaux de vie et de la consommation, tout comme l'inefficacité des processus de production dans de nombreux domaines, menacent, selon M. Steiner, tout autant les réserves de poissons des mers, que les forêts et même les réserves d'eau douce de la planète. Cela, dit-il, pourrait «entraîner une débâche spectaculaire» là où plusieurs entretiennent un outil de libération.

La question, ajoute-t-il, n'est pas de savoir si la mondialisation est bonne ou pas, mais de mettre au point rapidement des «structures de gouvernance écologique internationale» capables d'encadrer un développement économique en emballé.

Les ministres réunis à Nairobi vont, par exemple, devoir se prononcer sur la pertinence d'accélérer la création d'aires protégées en mer et dans les forêts pour en préserver le capital biologique.

Une des propositions porte sur la possibilité d'exiger des exploitants commerciaux une compensation financière pour chacune de leurs prises, qui serait versée aux pays qui vont se priver d'un niveau de récolte de

leurs poissons de mer en créant des aires maritimes protégées.

En forêt, le débat va porter principalement sur la certification écologique, qui ne touche pour l'instant que 3 % des forêts de la planète. Cette certification est généralement accordée par des organismes internationaux aux exploitants qui acceptent d'encadrer leur récolte par des règles qui privilégient la conservation, les droits autochtones et les besoins des régions qui assument l'intendance de ces ressources.

Les nouvelles formes de gouvernance environnementale à l'étude au PNUE incluent une refonte des institutions internationales, qui seraient appelées dans cette logique à financer seulement ou à financer prioritairement les projets encadrés par de véritables normes environnementales ou qui donnent lieu à de véritables innovations.

Par exemple, cite le rapport du PNUE, des programmes plus écologiques, financés par des banques, ont ainsi permis le financement récent de 17 000 systèmes solaires domestiques qui approvisionnent en électricité quelque 100 000 personnes en Inde.

Dans le cadre de cet examen de conscience de la mondialisation, les ministres seront par ailleurs invités à débattre du contrôle des nanotechnologies.

Ces nanotechnologies, qui, selon le rapport, ne représentent que 0,1 % de l'économie manufacturière mondiale, vaudront 2,6 milliards de milliards de dollars ou 14 % du marché mondial dans sept ans. Or, répète le PNUE, aucun gouvernement n'a encore mis en place la moindre réglementation pour contrôler les impacts potentiels de ces technologies, d'autant plus problématiques qu'il n'y a à peu près pas d'instruments de détection pour mesurer leur dispersion et, encore moins, leurs impacts dans l'environnement.

«Une approche équilibrée, conclut le rapport aux ministres de l'Environnement, est nécessaire pour maximiser les bénéfices [de cette technologie] tout en minimisant les risques.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux de Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com

L'agenda culturel

Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559
Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390



SKI

Jennifer Heil remporte l'épreuve des bosses

Page B 6



CULTURE

Petit sursis pour la bibliothèque Fraser-Hickson

Page B 8

CAHIER B

ÉCONOMIE

Olymel est trop exigeant avec ses employés, dit Henri Massé

Selon le président de la FTQ, tous devront pousser à la roue, pas seulement les travailleurs

LIA LÈVESQUE

Le président de la FTQ, Henri Massé, qui a aussi des membres chez Olymel, tout comme la CSN, trouve que le transformateur de viandes se montre passablement exigeant envers ses travailleurs, ces jours-ci.

La semaine dernière, la fermeture de l'usine Olymel de Vallée-Jonction, dont les 1100 travailleurs sont syndiqués à la CSN, est devenue évidente, après qu'ils eurent refusé des concessions évaluées à 30 %.

M. Massé estime que l'industrie porcine, qui traverse présentement une crise, pourra être relancée. Il objecte cependant que tous devront mettre l'épaulé à la roue, pas seulement les travailleurs.

« Il faudrait repenser plus globalement et mieux que ça »

« L'industrie peut tirer son épingle du jeu. Mais ce qui est un peu choquant, à l'heure actuelle, désolant, c'est qu'on y va surtout du côté des travailleurs. Je pense qu'on aurait pu faire ce dossier-là avec des concessions qui sont moindres », a-t-il opiné, en entrevue.

Le dirigeant syndical juge que les entreprises du secteur porcin auraient dû profiter de l'époque des exportations florissantes et de la sous-évaluation du dollar canadien pour renouveler leur équipement, leurs installations, bref se moderniser. « Il faudrait repenser plus globalement et mieux que ça », a-t-il opiné.

Olymel avait déjà, dans le passé, demandé d'autres concessions salariales ainsi que dans les avantages sociaux à d'autres syndicats, dont certains affiliés à la FTQ.

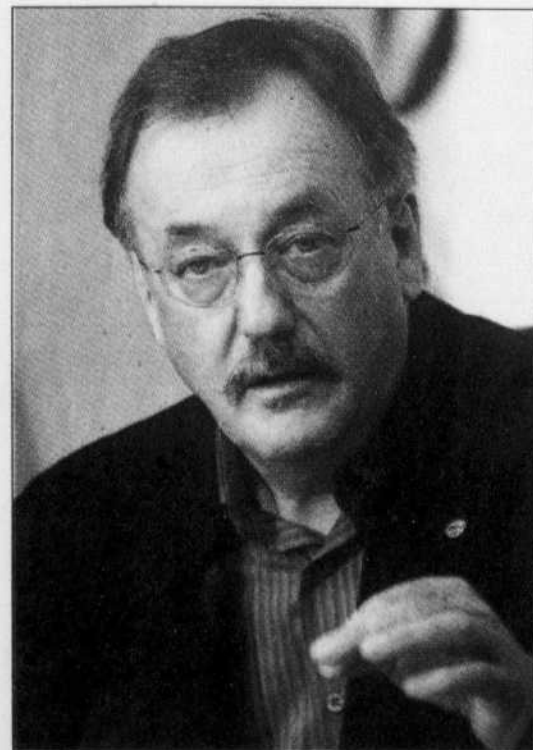
M. Massé s'est abstenu de blâmer les syndicats de la CSN à Vallée-Jonction qui ont refusé de faire des concessions, soulignant que celles-ci équivalaient à 30 %, ce qui était considérable. Certains syndicats de la FTQ avaient déjà accepté les concessions demandées par Olymel, mais M. Massé signale que, dans leur cas, il ne s'agissait pas d'une réduction de 30 %. « La marche était un peu plus basse dans le temps », objecte-t-il.

Le président de la FTQ avoue que la partie n'est pas jouée chez Olymel et que tous les travailleurs n'y dorment pas encore sur leurs deux oreilles. « Il y en a qui ont encore peur. Chez nous aussi, on a eu des fermetures. Il y en a d'autres qui sont inquiets », a-t-il admis en entrevue.

Olymel accuse des pertes financières, dans un contexte où une crise frappe toute l'industrie porcine. L'entreprise affirme avoir besoin de réduire ses coûts de main-d'œuvre pour affronter cette crise.

M. Massé a fait ces commentaires après qu'il eut participé à une conférence de presse sur la prévention du suicide, à Montréal.

Presse canadienne



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Henri Massé s'est abstenu de blâmer les syndicats de la CSN à Vallée-Jonction qui ont refusé de faire des concessions, soulignant que celles-ci équivalaient à 30 %, ce qui était considérable.

Immobilier: les statistiques canadiennes perdront de leur lustre

Les mises en chantier chuteront aussi au Québec, selon la SCHL

ÉRIC DESROSIERS

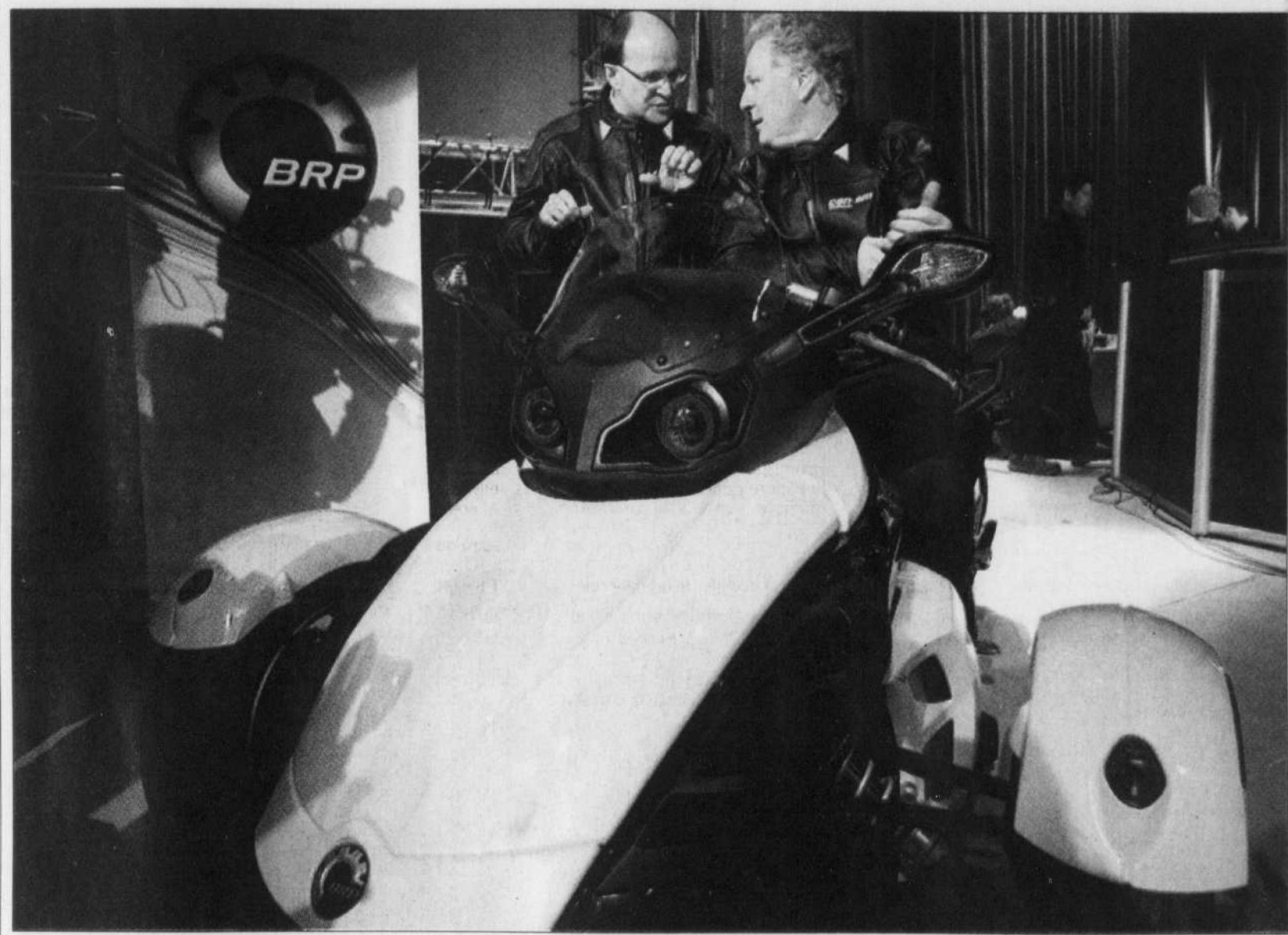
Le marché immobilier perdra un peu de sa vigueur au cours des prochaines années au Canada, avec un recul du nombre de ventes et de mises en chantier, un ralentissement de la hausse des prix et une légère augmentation du nombre de logements locatifs inoccupés.

Le nombre de mises en chantier au pays devrait s'établir à 209 500 en 2007, soit un recul de presque 8 % par rapport au total de 227 395 atteint l'année dernière, estime la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans ses perspectives dévoilées hier. Le ralentissement se poursuivra l'année suivante, alors que ce total passera pour la première fois en sept ans sous la barre des 200 000 avec un total de 195 500 (-6,7 %).

Les ventes de logements existants, de leur côté, quitteront les sommets historiques où elles se tenaient depuis des années et baisseront de 3,9 % à 464 550 en 2007, et de 3,3 % à 449 200 en 2008.

« La majeure partie de la demande refoulée qui s'était accumulée durant les années 1990 s'est résorbée,

VOIR PAGE B 4: IMMOBILIER



CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, était présent lors du dévoilement du nouveau véhicule de Bombardier Produits récréatifs. Il en a profité pour annoncer une contribution financière remboursable de 17,8 millions au développement du Spyder.

Bombardier prend la route avec le Spyder

Valcourt — Bombardier Produits récréatifs (BRP) a dévoilé, hier matin, un premier véhicule routier: le roadster Can-Am Spyder 2008.

Ce véhicule à trois roues, deux à l'avant et une à l'arrière, est propulsé par un moteur bicylindre en V de 990 cc. Avec une architecture en forme de Y, le Spyder se situe entre une motocyclette et une voiture sport décapotable.

« Notre roadster Can-Am Spyder apporte une nouvelle dimension dans l'univers de la route », a expliqué José Boisjoli, président et chef de la direction de Bombar-

dier Produits récréatifs. Pour BRP, c'est le début d'une ère nouvelle offrant un important potentiel de croissance à l'échelle mondiale et de création de nouveaux emplois.

M. Boisjoli a aussi confirmé que le nouveau véhicule sera assemblé à l'usine de Valcourt. La production des nouveaux véhicules devrait débuter à l'automne.

Le Spyder sera tout d'abord offert dans 12 États américains et quatre provinces canadiennes — le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta — et devrait être commercialisé partout sur la planète d'ici trois ou quatre ans. Ce projet nécessite-

ra des investissements de 226 millions sur 11 ans.

Le premier ministre du Québec, Jean Charest, était d'ailleurs présent lors du dévoilement du nouveau véhicule. Il en a profité pour annoncer une contribution financière remboursable de 17,8 millions au développement du Spyder.

Le soutien financier provient du Programme d'appui stratégique à l'investissement (PASI), administré par Investissement Québec.

Presse canadienne

La restructuration d'Airbus alourdit les craintes sociales et politiques

DOMINIQUE BEAUJOUIN

Paris — Les tensions sociales et nationales pèsent de plus en plus sur la finalisation du plan de restructuration d'Airbus, qui doit en principe annoncer le 20 février des économies de fonctionnement draconiennes, des suppressions d'emploi et d'importantes réorganisations industrielles.

Trois jours après une mobilisation massive des syndicats allemands qui ont rassemblé 25 000 personnes vendredi autour des sept usines allemandes du groupe, les syndicats français, qui s'étaient contentés de délégations aux préfetures vendredi, ont renforcé la mobilisation en annonçant une heure de débrayage pour aujourd'hui.

Le président d'Airbus et aussi coprésident de sa maison-mère EADS, Louis Gallois a eu beau répéter que le plan serait « difficile mais juste et équitable », la peur d'un plan social est doublée de craintes politiques de voir une des deux principales bases industrielles du constructeur européen, l'Allemande ou la Française vidée de sa substance au profit de l'autre.

Si le gouvernement français est resté relativement discret ces derniers jours, le magazine allemand *Der Spiegel* affirmait hier que la chancelière allemande, Angela Merkel, voulait rencontrer M. Gallois avant le 20 février.

VOIR PAGE B 4: CRAINTES



AGENCE FRANCE-PRESSE

Les syndicats allemands ont rassemblé 25 000 personnes vendredi autour des sept usines allemandes du groupe Airbus. Ils craignent 500 à 8000 suppressions d'emplois, et le quotidien *Die Welt* citait vendredi un document confidentiel d'Airbus à Toulouse selon lequel la direction voudrait subordonner les sites allemands à leurs homologues français et réserver les technologies de pointe à ces derniers.

LES SPORTS

HOCKEY

LNH

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est					
G	P	DPFBP	BC	Pts	
Buffalo	35	15	4	202	156 74
Montréal	29	19	6	160	157 64
Ottawa	30	21	3	180	147 63
Toronto	26	21	6	172	173 58
Boston	23	24	4	144	192 50

Section Atlantique

New Jersey	32	15	6	143	127 70
Pittsburgh	26	17	9	175	161 61
N.Y. Islanders	25	21	7	159	154 57
N.Y. Rangers	25	24	4	154	158 54
Philadelphie	13	32	7	130	197 33

Section Sud-Est

Atlanta	29	18	8	169	170 66
Tampa Bay	29	23	2	172	165 60
Caroline	26	22	7	166	176 59
Washington	22	25	7	165	189 51
Floride	20	24	10	153	176 50

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale					
G	P	DPFBP	BC	Pts	
Nashville	37	14	3	190	136 77
Detroit	34	14	6	166	130 74
St. Louis	21	24	8	135	164 50
Columbus	21	27	5	133	166 47
Chicago	19	26	7	129	162 45

Section Nord-Ouest

Calgary	29	17	6	165	133 64
Vancouver	29	20	4	139	136 62
Minnesota	29	21	4	151	137 62
Edmonton	26	23	4	147	155 56
Colorado	25	23	4	162	155 54

Section Pacifique

Anaheim	32	13	8	173	135 72
San Jose	34	18	1	163	123 69
Dallas	31	20	2	140	130 64
Phoenix	24	27	2	144	180 50
Los Angeles	18	30	7	154	195 43

Hier

Detroit 4 N.Y. Rangers 3

Aujourd'hui

Boston à Washington, 19h
 Buffalo à Atlanta, 19h
 Phoenix à Columbus, 19h
Caroline à Montréal, 19h30
 N.Y. Rangers au New Jersey, 19h30
 Nashville à Pittsburgh, 19h30
 Los Angeles à Tampa Bay, 19h30
 Toronto à St. Louis, 20h
 Minnesota à Dallas, 20h
 Floride au Colorado, 21h
 Chicago à Calgary, 21h
 Vancouver à Edmonton, 21h
 Anaheim à San Jose, 22h30

Demain

Ottawa à Buffalo, 19h
 Philadelphie à N.Y. Islanders, 19h30
 Phoenix à Detroit, 19h30
 Chicago à Vancouver, 22h
 San Jose à Anaheim, 22h

EN BREF

L'AMA souhaite renforcer la lutte contre le dopage

Paris — L'Agence mondiale antidopage (AMA) compte sur un soutien accru des gouvernements, sur une retouche de la liste des produits interdits et sur plus d'argent pour combattre encore plus efficacement le dopage dans le sport. Jean-François Lamour, le vice-président de l'AMA et Koichiro Matsuura le directeur général de l'UNESCO se sont exprimés hier lors de l'ouverture de la conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport. Cette conférence devra entériner les changements apportés à la liste des substances interdites pour 2007. Il s'agit d'une mesure «vitale», a déclaré Matsuura. Lors de cette conférence, les délégués devraient créer un fond global pour lutter contre le dopage. Matsuura a rappelé le rôle capital des gouvernements pour leur apport dans la lutte contre le dopage, notamment en unifiant leurs législations. Unanimement adoptée par la conférence générale de l'UNESCO le 19 octobre 2005, la convention antidopage a été adoptée par les états membres et elle est entrée en fonction le 1^{er} février. — AP



Jennifer Heil, le 6 janvier dernier, lors de l'épreuve des bosses au Mont-Saint-Gabriel.

Coupe du monde de ski de La Plagne

La Québécoise Jennifer Heil remporte l'épreuve des bosses

La Plagne — La skieuse acrobatique québécoise Jennifer Heil a remporté l'épreuve des bosses de la Coupe du monde de La Plagne hier. Heil, qui était la première à l'issue des qualifications, a amassé 26,83 points en finale pour devancer par trois dixièmes de point l'italienne Deborah Scanzio. L'Autrichienne Margarita Marbler a mis la main sur la médaille de bronze, terminant à seulement un centième de Scanzio.

«C'est vraiment un excellent résultat pour moi de monter sur la plus haute marche du podium, surtout ici, à La Plagne, la montagne de Sandra Laoura. Cette médaille est pour elle», a révélé avec émotion la Montréalaise, qui n'a pu rendre visite à sa bonne amie, hospitalisée à Paris après avoir subi une grave blessure au dos en janvier.

Heil a récemment parlé à Laoura, qui est toujours incapable de marcher. «C'était une grosse motivation de skier pour elle aujourd'hui», a poursuivi l'athlète qui a grandi à Spruce Grove en Alberta. Il y a beaucoup d'énergie ici. C'est vraiment bien que nous puissions skier pour elle.»

Malgré sa cinquième place,

l'Américaine Shannon Bahrke a conservé la tête du classement général de la Coupe du monde. Elle compte désormais 290 points en quatre épreuves, six points seulement devant Heil.

Audrey Robichaud, de Val-Bélair, et Marie-Josée Lessard, de Louiseville, ont aussi participé à la finale, se classant respectivement huitième (24,62) et 14^e (20,39). Stéphanie St-Pierre, de Sainte-Foy, a fini 25^e.

Bilodeau deuxième

Le Finlandais Sami Mustonen a dominé l'épreuve masculine, obtenant 27,11 points en finale. Alexandre Bilodeau, qui avait été le meilleur des qualifications, a pris le deuxième rang en totalisant 26,75 points, devançant par six centièmes de point l'Australien et champion olympique Dale Begg-Smith.

Bilodeau a connu plusieurs mésaventures, comme à sa dernière Coupe du monde, en Utah. «Ce matin, je pensais que les péripéties que j'avais vécues à Deer Valley se reproduiraient, at-il indiqué. J'ai cassé deux paires de skis, une hier [dimanche] et une ce matin à l'entraînement. Il me restait donc seulement une paire de skis, celle de l'an passé.»

«Je les ai battu ces skis-là. Je me suis entraîné tout l'été avec eux. Je ne devrais pas skier avec ces skis, a expliqué le résident de Rosemère. Je pense qu'il y a eu un problème dans la fabrication de mes skis. Ça n'a aucun sens, je suis déjà rendu à six paires de skis [brisées].»

Une de ses bottes lui a aussi causé des problèmes en qualification. «Quatre coureurs avant ma descente, une vis sur le côté de ma botte, qui fait qu'elle plie, a rendu l'âme. J'ai donc skié avec une vis seulement sur ma botte.»

Le Drummondvillois Pierre-Alexandre Rousseau a confirmé son beau retour parmi l'élite mondiale en terminant sixième après avoir amassé 26,45 points lors de sa dernière prestation. «Ma technique est là et ça paye. Du côté de mes sauts, ça va de mieux en mieux.»

Maxime Gingras, de Saint-Hippolyte, et Vincent Marquis, de Sainte-Foy, troisième des qualifications, ont également atteint la finale.

Le Français Guilbaut Colas, cinquième jeudi, est toujours premier au classement général avec 257 points. Il devance Smith (234), l'Américain Nathan Roberts (185) et Bilodeau (176).

Presse canadienne

LNH

Les Hurricanes ne ressemblent plus aux champions de la coupe Stanley

FRANÇOIS LEMENU deux formations.

Il a fallu une récente visite à la Maison-Blanche pour que les Hurricanes de la Caroline se souviennent qu'ils sont les champions de la coupe Stanley. Depuis des semaines, les joueurs de Peter Laviolette sont loin de jouer en champions. Ils occupent le huitième rang de l'Association Est, un seul point devant les Maple Leafs de Toronto. Une défaite face au Canadien, mardi soir, au Centre Bell, pourrait les faire basculer hors des séries.

Cette situation est certes préoccupante pour le directeur général Jim Rutherford. «Il y a quelque chose qui cloche», a déclaré Rutherford au quotidien News & Observer de Raleigh.

«Toutes les équipes ont des léthargies. Mais depuis une semaine, ça dépasse les limites. Il nous arrive d'afficher les signes d'une bonne équipe. Ils nous arrivent aussi de démontrer les signes d'une mauvaise équipe. Ce manque de régularité est frustrant et décevant.»

Les Hurricanes ont perdu leurs quatre derniers matchs dont celui de samedi en prolongation face aux Bruins de Boston. Durant ces quatre matchs, ils ont enregistré un déficit de 19-7 dans les buts marqués. À leurs sept derniers matchs (1-4-2), les Canes ont obtenu une maigre récolte de quatre points.

Selon Rutherford, le moment semble bien choisi pour effectuer des changements dans l'espoir de secouer l'équipe. Il serait en négociations avec

Kaberle de retour
 Rutherford peut trouver du réconfort dans le retour du défenseur Frantisek Kaberle. Le Tchèque devrait affronter le Canadien après une longue convalescence ayant suivi une opération de l'épaule droite subie en septembre. Le vétéran de 33 ans a raté les 55 matchs des Hurricanes.

Rutherford doit toutefois créer de la place pour que Kaberle puisse réintégrer l'équipe. S'il ne peut transiger, Rutherford devra se résoudre à retourner Andrew Ladd ou Anton Babchuk à Albany, dans la Ligue américaine.

Les Canes misent actuellement sur 10 défenseurs: Bret Hedican, Dennis Seidenberg, Niclas Wallin, Mike Commodore, Glen Wesley, Andrew Hutchinson, David Tanabe, Tim Gleason, Kaberle et Babchuk. Ils tournent généralement à huit défenseurs même s'ils ont de la place pour neuf. Rutherford pourrait échanger un défenseur en retour d'un attaquant ou simplement un choix au repêchage si jamais il décide de transiger.

Le retour de Kaberle pourrait relancer l'attaque à cinq (15,4 %) des Canes. La Caroline a marqué seulement cinq buts à ses 51 derniers avantages numériques. La saison dernière, Kaberle a récolté 44 points, un sommet chez les défenseurs de l'équipe, dont 17 en supériorité numérique. «Je me sens assez pour jouer, je crois, a dit Kaberle. Ça fait un long moment entre l'été et aujourd'hui.»

Presse canadienne

EN BREF

NFL: Indianapolis célèbre la victoire des Colts

Indianapolis — Des centaines d'amateurs de football ont envahi Monument Circle malgré le froid, dimanche soir au centre-ville d'Indianapolis, afin de célébrer la victoire des Colts au Super Bowl. Épaule à épaule sur les marches entourant le monument, les partisans en liesse ne semblaient pas dérangés par le froid. «C'est à notre tour de briller», a déclaré Shelley Kellner, d'Indianapolis. À la suite de la victoire de 29-17 des Colts contre les Bears de Chicago, les automobilistes se sont promenés, les vitres ouvertes malgré la température de moins 14 degrés Celsius, en klaxonnant et en criant «Champions du monde!» Certains partisans ont grimpé sur des voitures et ont dansé pour exprimer leur joie, tandis que d'autres portant le maillot bleu et blanc des Colts se sont pris mutuellement en photo à côté des statues du monument. Il était très difficile de circuler dans les environs. — AP

Sept joueurs canadiens dans l'équipe d'étoiles du Championnat junior de la NFL

Après avoir vaincu l'équipe des États-Unis en finale samedi et ainsi remporté un troisième titre consécutif au championnat mondial junior de la NFL, l'équipe Canada a vu sept de ses joueurs être choisis au sein de l'équipe d'étoiles du tournoi, incluant l'ailier défensif Ameer Pall qui a été élu le joueur le plus utile de la formation canadienne. Les six autres Canadiens récompensés sont le quart-arrière Bruno Prud'homme, le porteur de ballon Anthony Woodson, le receveur Julian Feoli-Gudino, le joueur de ligne offensive Dylan Steenbergen ainsi que le secondaire Felipe Fonseca et le botteur Dan Village. Les Canadiens ont battu les Américains 23-13 lors de la finale de ce 11^e championnat, le premier sous la gouverne de l'entraîneur Glen Constantin. — PC

Mort d'un policier italien vendredi dernier

Le soccer ne va pas bien, selon David Trezeguet

Enghien-les-Bains, France — David Trezeguet, l'attaquant de la Juventus de Turin reléguée en série B la saison dernière pour l'implication de ses dirigeants dans des matchs arrangés, s'est ému hier du drame survenu à Catane mais il n'en est pas véritablement étonné.

«Depuis des mois, on sent les supporters agités. Les samedis et les dimanches pour les matchs, c'est un peu de la folie», a déclaré Trezeguet hier lors du rassemblement des Bleus à Enghien-les-Bains avant leur match amical contre l'Argentine mercredi à Saint-Denis.

«À Catane, on a compris que le football ne va pas bien», a repris Trezeguet, au sujet du drame qui a coûté la vie à un policier de 38 ans, lors d'affrontements survenus en marge de la rencontre Catane-Palermo de la série A italienne vendredi dernier.

«Il faut mettre en place une loi. On ne va pas au stade pour avoir peur», estime l'attaquant français



Des milliers de personnes se sont rassemblées à la cathédrale de Catane hier, pour assister aux funérailles du policier italien tué vendredi.

d'origine argentine. Ce drame «italienise l'image du football», dit Trezeguet qui pense que la Fédération a pris «les décisions qu'il fal-

lait» en annulant les rencontres et en envisageant de les faire se disputer à huis clos quand elles reprendront.

«Il ne faut pas oublier que le

football c'est du plaisir. Tout ça est très dommage pour le football italien.»

Associated Press

Sudoku

par Fabien Savary

	1	4			3	6
6				1		
3	8			9	2	
			6			9
5	3			2		6 8
	8	7	1			4
				1		5
2					4	3
	9		8	5		

Niveau de difficulté : FACILE

0476

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

4	8	6	5	3	9	2	7	1
7	9	2	8	1	6	4	3	5
1	3	5	4	7	2	8	9	6
3	2	8	1	5	7	9	6	4
5	6	7	9	2	4	3	1	8
9	1	4	3	6	8	7	5	2
8	5	9	7	4	1	6	2	3
6	4	1	2	9	3	5	8	7
2	7	3	6	8	5	1	4	9

0475

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus www.les-mordus.com